

CSE plus de 50 salariés – Pack « Essentiel du mandat + Formation initiale en santé-sécurité » (7 jours)

Maitriser son mandat et ses missions en santé-sécurité

PUBLIC

Membres de CSE de plus de 50 salariés – Membres de la CSSCT

PRÉ-REQUIS

Aucun prérequis nécessaire

LES POINTS FORTS

Formation à jour des dernières actualités législatives et réglementaires

Pédagogie active basée sur la mise en pratique (simulations de réunions)

Partage et analyse de bonnes pratiques dans le cadre du CSE

Lefebvre Dalloz est un organisme agréé par le ministère du Travail pour dispenser cette formation à destination des membres du CSE (article L2315-17 du code du travail)

MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

SATISFACTION ET EVALUATION

- L'évaluation des compétences sera réalisée tout au long de la formation par le participant lui-même (auto-évaluation) et/ou le formateur selon les modalités de la formation.
- Evaluation de l'action de formation en ligne sur votre espace participant :
 - ▶ A chaud, dès la fin de la formation, pour mesurer votre

Code
701001

Durée
**7
jours**

Tarif Inter*
**3 325 €
HT**

*Repas inclus (en présentiel)

Objectifs pédagogiques

...

- Identifier le fonctionnement des CSE de plus de 50 salariés
- S'approprier les moyens dont disposent les CSE de plus de 50 salariés pour exercer leur mandat
- Distinguer les attributions et les moyens du CSE et de la CSSCT en matière de santé-sécurité
- Anticiper les risques professionnels de l'entreprise afin de participer à la démarche de prévention de l'entreprise
- Identifier le rôle du CSE dans les démarches de prévention

Programme de la formation

...

Engagement

Vous vous engagez dans votre formation. Connectez-vous sur votre espace participant et complétez votre questionnaire préparatoire. Votre formateur reçoit vos objectifs de progrès.

CSE plus de 50 salariés – L'essentiel du mandat (2 jours)

Identifier le fonctionnement des CSE de plus de 50 salariés

Négocier l'accord de mise en place du CSE

- Les différences entre le protocole préélectoral, l'accord de mise en place et le règlement intérieur
- Nombre de membres, heures de délégation, durée des mandats, cumul, proportionnalité
- CSE à la carte : que peut-on négocier à l'occasion de la mise en place du Comité social et économique ?
- Quiz : comment transférer les biens de l'ancienne instance vers le CSE ?

Déterminer la composition du CSE

- Un président qui peut se faire assister de 3 personnes
- Combien de titulaires et de suppléants ? élus pour combien de temps ?
- La question du cumul des mandats : que dit la loi ? Peut-on y déroger ?
- Bureau du CSE (secrétaire, trésorier, adjoints...)

...

satisfaction et votre perception de l'évolution de vos compétences par rapport aux objectifs de la formation. Avec votre accord, votre note globale et vos verbatims seront publiés sur notre site au travers d'Avis Vérifiés, solution Certifiée NF Service

- ▶ A froid, 40 jours après la formation pour valider le transfert de vos acquis en situation de travail
- Suivi des présences et remise d'une attestation individuelle de formation ou d'un certificat de réalisation

ACCOMPAGNEMENT FORMATION À DISTANCE

En cas de nécessité, une assistance technique et pédagogique est joignable entre 8h30 et 18h (jours ouvrés):

- par téléphone : 01 83 10 10 10
- par mail : care-formation@lefebvre-dalloz.fr

Une réponse immédiate est apportée ; si besoin, le demandeur est mis en relation avec un expert dans un délai maximum de 48h.

- Quid du représentant de proximité ?
- Qui sont les autres membres de droit ?
- Responsabilité civile et pénale du CSE et de ses membres
- Assurance du CSE
- Obligation de discrétion et de confidentialité : que peut-on communiquer ou non aux salariés ?
- Exercice pratique : schématiser la composition du CSE en positionnant la place de chacun

Distinguer les commissions du CSE

- Les commissions : logement, égalité professionnelles, formation, économique, des marchés...
- Focus sur commission santé-sécurité et conditions de travail (CSSCT) : composition, fonctionnement, missions...
- Accord de mise en place de la CSSCT
- Le rapport de la CSSCT vis à vis du CSE
- Cas pratique : consultation du CSE en matière de santé-sécurité. Faire appel à la CSSCT

Lister les étapes d'organisation des réunions du CSE

- Combien de réunions ordinaires par an ?
- Réunions extraordinaires (économiques, sociales, santé-sécurité) : périodicité, déroulement, préparation, votes...
- Focus sur les réunions à distance
- Ordre du jour : qui le fait ? comment le rédiger ? que doit-il contenir ?
- Procès-verbal : qui le rédige ? que doit-il contenir ?
- Cas pratique : établir l'ordre du jour et rédiger le PV, conseils de présentation

S'approprier les moyens dont disposent les CSE de plus de 50 salariés pour exercer leur mandat

Lister les moyens financiers dont dispose le CSE

- Budgets : importantes évolutions issues des dernières jurisprudences en matière de budget de fonctionnement et des activités sociales et culturelles (modalités de calcul...)
- La gestion comptable des budgets
- Cas pratique : anticiper un contrôle Urssaf

Lister les moyens non financiers dont dispose le CSE

- Formation : distinguer les budgets formation au titre des missions économiques de celles au titre des missions santé et sécurité
- Heures de délégation : nombre, nouvelles possibilités de partage et de report
- Liberté de déplacement pour pouvoir exercer son mandat
- Liberté d'expression
- Local du CSE
- Règlement intérieur
- Quiz : règlement intérieur, que peut-on y mettre ?

...

Lister l'ensemble des missions du CSE

Identifier les missions du CSE en matière économique et sociale

- L'évolution économique et financière de l'entreprise
- Organisation du travail, emploi et formation professionnelle
- Consultations du CSE en matière économique et sociale
- Droit à l'expertise (désignation de l'expert, financement, contestation...)
- Droit d'alerte en matière économique
- La politique sociale et culturelle de l'entreprise
- La politique environnementale de l'entreprise
- Cas pratique : à partir d'un cas concret, identifier les actions que le CSE pourrait mettre en œuvre

Identifier les missions du CSE en matière de santé et sécurité au travail

- Acteur en matière de prévention
- Consultations du CSE en matière de santé et de sécurité
- Droit d'alerte en cas de danger grave et imminent
- Enquêtes et inspections du CSE (accident du travail, maladie professionnelle, risque grave...)
- L'articulation entre le CSE et la CSSCT
- Cas pratique : à partir d'un cas concret, identifier les actions que le CSE pourrait mettre en œuvre

Identifier les missions du CSE en matière de négociation des accords

- Quels accords d'entreprise ? focus sur les accords dérogatoires
- Qui négocie ?
- Référendum
- Synthèse : élaborer un tableau reprenant les différentes possibilités en matière de négociation

Identifier les droits dont dispose le CSE

S'approprier le droit à l'information

- La BDESE
- Sa structure
- Son actualisation
- Les règles d'accessibilité : qui y a droit ?
- Les apports de la directive CSRD
- Quiz : identifier la structure de la BDESE

S'approprier le droit à la consultation

- Droit à l'expertise (désignation de l'expert, financement, contestation...)
- Les avis

...

- Les délais préfixes
- Mise en situation : simulation d'une consultation relative à une réorganisation

S'approprier les droits dont disposent les membres du CSE

- Protection des membres du CSE : étendue et limites
- Délit d'entrave : les contours
- Quiz : le délit d'entrave

Choisir les canaux de communication avec la direction et les salariés

Communiquer avec les salariés

- Affichage, Internet, Intranet, tracts, forum... : quid de leurs limites ?
- Permanence du CSE, sondage, enquête d'opinion, réunion du personnel... informer et écouter
- Frais de communication : quel budget utiliser ?
- Cas pratique : rédiger un tract

Communiquer avec les nouvelles organisations de travail

- Comment communiquer à distance ?
- Le travail hybride (flex office)
- Partage d'expériences relatif au CSE géré à distance

CSE/CSSCT – Missions en santé-sécurité : formation initiale et membres de la CSSCT (5 jours)

Distinguer les attributions et les moyens du CSE en matière de santé-sécurité

Organiser et animer collectivement la santé-sécurité au sein du CSE

- Les sources de droit utiles au CSE
- Hypothèses de mise en place de la CSSCT dans les entreprises de moins de 300 salariés : sites classés SEVESO, mise en place imposée par l'inspecteur du travail...
- Les ressources documentaires du CSE
- Quiz : les attributions et les moyens du CSE

Définir le rôle de la Commission santé-sécurité et conditions de travail (CSSCT)

- La composition de la CSSCT ? (présidence, nombre d'élus)
- Définition des règles de fonctionnement de la CSSCT
- Contenu de l'accord de mise en place de la commission
- Déroulement des réunions en présence de la CSSCT
- Rôle de l'inspection du travail, de la CARSAT et des services de prévention et de santé au travail : fonctionnement, missions, enquêtes, visites
- Précisions sur l'articulation des rôles entre le CSE et la CSSCT

•••

- Cas pratique : étude comparative des dispositions légales avec le contenu de l'accord de mise en place de la CSSCT et du règlement intérieur du CSE

Positionner le CSE vis à vis des autres acteurs

- Les acteurs de l'entreprise (employeur, salarié, responsable sécurité...)
- Les relations avec les acteurs externes : inspection du travail, CARSAT...
- Les responsabilités de l'employeur
- Focus sur la faute inexcusable
- Le dialogue social en matière de conditions de travail
- Etude de cas : identifier le rôle du CSE face à un projet collectif de l'entreprise

Identifier les étapes de la réalisation des missions d'enquête et d'inspection

Réaliser des inspections et analyser les risques

- Quels risques prendre en compte ? santé physique et mentale des salariés
- Focus sur certains risques : TMS, risque routier, risque chimique...
- Quand et comment procéder à une inspection ?
- Grilles et check-lists d'identification des risques
- Le lien avec le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP)
- Remontée d'information auprès du CSE
- Jeu pédagogique « La chasse aux risques® » : identifier et évaluer les risques dans diverses situations

Réaliser des enquêtes pour analyser les accidents

- Quand et comment procéder à une enquête ?
- Constituer une délégation et recueillir les faits
- Principes de la méthode de l'arbre des causes
- Cas particulier des enquêtes pour harcèlement ou tentative de suicide en lien avec le travail
- Cas pratique : construire et exploiter des arbres des causes de différents secteurs d'activité

Anticiper les risques particuliers afin de participer à la démarche de prévention de l'entreprise

Adapter les principes généraux aux activités de l'entreprises

- Situation de danger grave et imminent
- Droit d'alerte et de retrait
- Atteinte à la santé publique et à l'environnement
- Trouver des solutions adaptées en fonctions des circonstances d'exposition
- Cas pratique : à partir d'un exemple concret, proposer des solutions adaptées à la situation

Gérer les situations particulières

- Travaux réalisés par des entreprises extérieures (PDP, PPSPS)

...

- Cas des salariés intérimaires
- Particularités des établissements ERP, IGH, SEVESO
- Face aux risques : élaborer des stratégies d'intervention
- Cas pratique : Comment le CSE doit se positionner pour faire face aux risques de l'entreprise ?

Lister les étapes des démarches de prévention des RPS et de QVCT

Identifier et délimiter le champ couvert par les RPS et la QVCT

- Définitions, concepts et enjeux
- Cadre juridique et obligations pour les entreprises
- Risques de collision avec des dispositifs existants
- Evolution de la jurisprudence
- Organisation et management : quel impact sur la santé au travail ?
- Les facteurs de RPS
- Les composantes de la QVCT
- Quiz : les idées reçues en matière de RPS et QVCT et cadre réglementaire

Gérer au quotidien les problématiques RPS et QVCT

- La démarche de prévention : conditions de réussite et étapes indispensables
 - ▶ comités de pilotage/commissions d'enquêtes : rôle des membres
 - ▶ relations avec les acteurs internes : RH, managers
 - ▶ relations avec les acteurs externes : médecin du travail, CARSAT, inspection du travail, experts...
 - ▶ créer, exploiter et suivre des indicateurs d'alerte
 - ▶ mettre en place des procédures internes
- Outils à utiliser et précautions à prendre
 - ▶ exercer le droit d'alerte en cas de RPS
 - ▶ enquêtes : un véritable pouvoir d'investigation
 - ▶ incidents répétés pouvant révéler un risque grave
- Place et posture pour les CSE/CSSCT
- Rôle des membres de CSE/CSSCT conviés aux groupes de travail RPS et QVCT
- Diagnostic : identifier à la fois ce que l'entreprise a mis en place et la manière dont le CSE a été impliqué
- Cas pratique (vidéo et storytelling) : identifier les niveaux d'interventions du CSE/CSSCT au quotidien

Identifier le rôle du CSE dans les démarches de prévention

Plan de prévention entreprises extérieures : identifier le rôle du CSE

- Les étapes préalables à la réalisation d'un plan de prévention
- Avis du CSE relatif au plan de prévention

•••

- Les différences entre la plan de prévention et le plan particulier de sécurité de protection de la santé
- Etude de cas : exemple d'intervention d'une entreprise extérieure

Suivre le programme annuel de prévention et d'amélioration des conditions de travail (PAPRiPACT)

- Prise en compte de l'organisation du travail
- Dispositions applicables aux lieux de travail
- Equipements de travail et moyens de protection
- Information et formation à la sécurité
- Pénibilité au travail : rôle du CSE/de la CSSCT en matière de prévention
- Cas pratique : étude critique d'un programme annuel de prévention

Transfert

Votre parcours de formation se poursuit dans votre espace participant. Connectez-vous pour accéder aux ressources et faciliter la mise en œuvre de vos engagements dans votre contexte professionnel.

A noter

... —

En amont et en aval de la formation, le positionnement pédagogique sera effectué à l'aide d'un questionnaire d'auto-positionnement.

...

Prochaines sessions

...

A DISTANCE, PARIS

- 2 au 20 Fév. 2026
- 9 au 17 Avr. 2026

- 10 au 19 Jun. 2026
- 7 au 18 Sep. 2026

- 6 au 16 Oct. 2026

•••

LEFEBVRE DALLOZ COMPÉTENCES – Tour Lefebvre Dalloz – 10 Place des Vosges – 92072 Paris La Défense Cedex –Tél : 01 83 10 10 10 –
src-formation@lefebvre-dalloz.fr

S.A.S. au capital de 1 000 000,00 € – RCS Nanterre 479 163 131 – Code APE : 8559A – Siret : 479 163 131 00119
N° TVA intracommunautaire : FR 394 791 631 31 – N° de déclaration d'existence : 11 75 39169 75